RÉSUMÉ AZIMUT- Le recours collectif intenté contre le Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal à la suite d'une manifestation illégale en septembre 2003 est accueilli en partie; le syndicat est condamné à verser des dommages-intérêts de 885 875 \$.

Coll c. Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP 301)

2007 QCCS 4361

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000208-039

DATE : Le 17 septembre 2007

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE PIERRETTE SÉVIGNY, J.C.S.

BORIS COLL
Demandeur

c.

SYNDICAT DES COLS BLEUS REGROUPÉS DE MONTRÉAL (SCFP 301)
Défendeur

JUGEMENT

[1] Le Tribunal est saisi d'un recours collectif intenté par le demandeur, Boris Coll (ci-après appelé « M. Coll »), contre Le Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal (SCFP 301) (ci-après appelé « le Syndicat »). Ce recours collectif a été autorisé par le juge François Rolland à son jugement du 22 décembre 2003, dans lequel il a identifié les questions de fait et de droit à être décidées sur le fond comme suit :

1. Le débrayage déclenché par les membres de l'intimé le 17 septembre 2003 est-il illégal?
2. La manifestation dans le cadre du débrayage illégal constitue-t-elle une obstruction volontaire et illégale?
3. L'intimé a-t-il commis une faute civile en incitant, encourageant et soutenant le débrayage de ses membres qu'il savait être illégal?
4. Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils subi des dommages en raison du débrayage illégal?
5. L'intimé est-il tenu à des dommages exemplaires pour avoir intentionnellement porté atteinte à la liberté et à la dignité des membres du groupe?

[2] II. Faits

M. Coll a été autorisé à exercer ce recours collectif pour le compte du groupe suivant :

« Toutes les personnes ayant subi des inconvénients en raison de l'obstruction volontaire et illégale du quadrilatère formé par la rue de la Commune, le boulevard Saint-Laurent, la rue Berri et l'avenue Viger à Montréal, par les membres du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal le 17 septembre 2003. »

[3] Le 17 septembre 2003, environ 300 à 400 cols bleus, tous membres du Syndicat, ont utilisé des véhicules municipaux de tous genres provenant de divers arrondissements, alors tous propriété de la grande ville de Montréal, telle qu'elle était alors constituée, pour manifester. Les syndiqués ont effectivement manifesté dans le quadrilatère entourant l'Hôtel de Ville de Montréal, secteur formé par la rue de la Commune, le boulevard Saint-Laurent, la rue Berri et l'avenue Viger.

[4] Le 18 septembre 2003, le **Conseil des services essentiels** (C.S.E.) a conclu que cette manifestation du 17 septembre 2003 en était une qu'il qualifie comme : « *une action concertée qui constitue une grève illégale au sens de Code du travail et ce, qu'il y ait ou non un mot d'ordre syndical.* »¹

[5] III. Analyse

[6] Les cinq questions soulevées par le jugement d'autorisation seront abordées selon le plan suivant:

¹ Paragraphe 40 de la décision.

		para.
1.	Le recours collectif	[7]
2.	Le Syndicat	[13]
3.	La grève	[15]
3.1	Les affidavits	[28]
3.2	Légale ou illégale	[38]
3.3	La manifestation.....	[42]
4.	La responsabilité extra-contractuelle	[57]
4.1	La faute	[59]
4.2	Le dommage	[80]
4.2.1	Les dommages compensatoires.....	[81]
4.2.2	Le recouvrement.....	[90]
4.2.3	Les dommages exemplaires ou punitifs	[98]
4.3	Le lien de causalité	[110]
5.	Le préjudice commun	[111]
6.	Le groupe.....	[116]
7.	L'intérêt et l'indemnité additionnelle.....	[125]
8.	Le sommaire	[130]

[7] 1. Le recours collectif

Le recours collectif est essentiellement un véhicule procédural, tel que le définit le législateur québécois à l'article 999(1)d) du *Code de procédure civile*², qui se lit comme suit :

999. Dans le présent Livre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

[...]

² L.R.Q., c. C-25.

d) «recours collectif»: le moyen de procédure qui permet à un membre d'agir en demande, sans mandat, pour le compte de tous les membres.

[...]

[8] Un recours collectif est autorisé lorsque les conditions énoncées à l'article 1003 C.p.c. sont remplies. Cet article édicte ce qui suit :

1003. Le Tribunal autorise l'exercice du recours collectif et attribue le statut de représentant au membre qu'il désigne s'il est d'avis que:

a) les recours des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires ou connexes;

b) les faits allégués paraissent justifier les conclusions recherchées;

c) la composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67; et que

d) le membre auquel il entend attribuer le statut de représentant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres.

[9] Le recours collectif s'articule en trois temps³ :

« 1. la requête pour autorisation d'exercer le recours collectif (art. 1002 à 1010.1 C.p.c.), normalement présentée par la personne qui veut représenter les autres dans la même situation qu'elle;

2. le recours proprement dit (art. 1011 à 1030 C.p.c.), lequel suit généralement les règles du Code et aboutit à un jugement final qui règle les questions communes aux membres;

3. le recouvrement, qui se fait selon les termes du jugement final s'il est collectif et si le montant total des réclamations peut être établi à ce moment (art. 1031 C.p.c.); s'il faut liquider ou distribuer un montant aux membres, les réclamations individuelles des membres se font suivant les articles 1033 et 1037 à 1040 C.p.c. »

³ Kathleen DELANEY-BEAUSOLEIL, « Le recours collectif », vol. 2, dans Denis FERLAND et Benoit EMERY (dir.), *Précis de procédure civile du Québec*, 4^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 876.

[10] En ce qui a trait au contenu du jugement final à intervenir, le Tribunal est régi par les dispositions des articles 1027 à 1030 C.p.c. qui se lisent comme suit :

1027. Le jugement final décrit le groupe et lie le membre qui ne s'en est pas exclu.

1028. Le jugement final qui condamne à des dommages-intérêts ou au remboursement d'une somme d'argent ordonne que les réclamations des membres soient recouvrées collectivement ou fassent l'objet de réclamations individuelles.

1029. Le Tribunal peut, d'office ou à la demande des parties, prévoir des mesures susceptibles de simplifier l'exécution du jugement final.

1030. Lorsque le jugement final acquiert l'autorité de la chose jugée, le Tribunal de première instance ordonne la publication d'un avis.

L'avis contient la description du groupe et indique la teneur du jugement.

Si le jugement final prévoit qu'un membre peut présenter sa réclamation, le Tribunal indique les questions qui restent à déterminer,

les renseignements et les documents qui doivent accompagner la réclamation et tout autre renseignement qu'il juge utile d'inclure dans l'avis.

[11] Les règles du recouvrement collectif et du recouvrement individuel sont énoncées aux articles 1033 et 1037 à 1040 C.p.c. Une précision s'impose toutefois lorsqu'il s'agit du recouvrement collectif. Comme l'écrit Me Yves Lauzon, dans son ouvrage *Le recours collectif*⁴ :

« L'article 1031 C.p.c. prévoit la possibilité du recouvrement collectif si la preuve permet d'établir d'une façon suffisamment exacte le montant total des réclamations des membres même si leur identité et le montant exact de leur réclamation ne sont pas établis.

La jurisprudence a reconnu que le Tribunal peut procéder entre autres par présomption de préjudice similaire entre les membres lorsque les conditions relatives à ces présomptions prévues au Code civil s'appliquent pour déterminer le montant total dû par le débiteur⁵.

⁴ Yves LAUZON, *Le recours collectif*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2001, p. 65.

⁵ *Québec (Curateur public) c. Syndicat national des employés de l'Hôpital St-Ferdinand*, [1996] 3 R.C.S. 211, 231.

La preuve nécessaire au recouvrement collectif repose essentiellement sur la preuve administrée à l'enquête et la détermination par le Tribunal d'un montant précis de dommages par membre en fonction ou non de catégories diverses. »

(...)

« Le montant du recouvrement collectif pourra, sur la base de la preuve présentée, procéder à l'aide de moyennes, de statistiques ou de pondération. »

[12] Ceci étant, lorsqu'il s'agit de « recouvrement collectif », le Tribunal doit être satisfait, selon l'ensemble de la preuve, de la recevabilité des réclamations des divers membres du groupe. Le Tribunal y reviendra.

[13] 2. Le Syndicat

Le droit civil, contrairement au droit pénal, ne fait aucune distinction entre personnes physiques et personnes morales quant à l'imputabilité d'une faute⁶. Ainsi, une personne morale peut voir sa responsabilité engagée aux termes des articles suivants du *Code civil* :

298. Les personnes morales ont la personnalité juridique.

⁶ Jean-Louis BAUDOIN et Patrice DESLAURIERS, *La responsabilité civile*, 6^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 73.

Elles sont de droit public ou de droit privé.

300. Les personnes morales de droit public sont d'abord régies par les lois particulières qui les constituent et par celles qui leur sont applicables; les personnes morales de droit privé sont d'abord régies par les lois applicables à leur espèce.

Les unes et les autres sont aussi régies par le présent code lorsqu'il y a lieu de compléter les dispositions de ces lois, notamment quant à leur statut de personne morale, leurs biens ou leurs rapports avec les autres personnes.

1457. Toute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui.

Elle est, lorsqu'elle est douée de raison et qu'elle manque à ce devoir, responsable du préjudice qu'elle cause par cette faute à autrui et tenue de réparer ce préjudice, qu'il soit corporel, moral ou matériel.

Elle est aussi tenue, en certains cas, de réparer le préjudice causé à autrui par le fait ou la faute d'une autre personne ou par le fait des biens qu'elle a sous sa garde.

[14] Le Syndicat est une personne morale. Il peut non seulement poursuivre, mais être poursuivi en justice pour tous les actes fautifs de ses membres⁷; par exemple, pour le préjudice causé à l'employeur ou au public en général, suite au déclenchement ou à la poursuite d'une grève illégale⁸.

[15] 3. La grève

L'article 1g) du *Code du Travail*⁹ édicte ce qui suit :

1. Dans le présent code, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants signifient:

⁷ *Montréal (Ville de) c. Association des pompiers de Montréal inc.*, [2000] R.J.Q. 2650 (C.S.). Appel rejeté sur requête, C.A.Montréal, n° 500-09-010285-005, 26 mars 2001.

⁸ J.-L. Baudouin, *op. cit.*, note 6, p. 76.

⁹ L.R.Q., c. C-27. On pourrait compléter cette définition en y ajoutant ce qui est prévu aux articles suivants : Art. 110(1) C.t. : *Personne ne cesse d'être un salarié pour l'unique raison qu'il a cessé de travailler par suite de grève ou de lock-out.* Art. 110.1(1) C.t. : *À la fin d'une grève ou d'un lock-out, tout salarié qui a fait grève ou a été lock-outé a le droit de recouvrer son emploi de préférence à toute autre personne [...].*

[...]

g) «grève»: la cessation concertée de travail par un groupe de salariés.

[16] Selon cette définition, la grève comporte deux éléments: un élément matériel, la cessation du travail; un élément intellectuel, la concertation des salariés.

[17] Selon les auteurs, cette définition que l'on retrouve au *Code du travail* comporte trois éléments essentiels:

1. cessation;

2. concertation;

3. groupe.

[18] Comme l'écrivent Morin, Brière et Roux dans *Le Droit de l'emploi au Québec*¹⁰ :

« Une interruption concertée de la prestation normale de travail, le caractère temporaire, motivée par des revendications professionnelles en vue de contraindre ainsi l'employeur d'accepter des demandes du

¹⁰ Fernand MORIN, Jean-Yves BRIÈRE et Dominic ROUX, *Le droit de l'emploi au Québec*, 3^e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, p. 1044. Voir également : Robert P. GAGNON, *Le droit du travail du Québec*, 5^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 452.

syndicat accrédité présentées dans le cadre de la négociation d'une convention collective ou de son renouvellement. »

[19] En ce qui concerne les trois (3) éléments énoncés précédemment, ces auteurs précisent :

« **Concertation** : L'arrêt de travail doit résulter d'une entente, même tacite, des acteurs. En ce sens, il doit s'agir d'une action consciente et voulue de leur part et non d'une série d'actes individuels ou d'une réaction face à un même événement extérieur et particulier. [...] Elle ne présuppose pas non plus qu'il y ait eu véritablement préméditation ni entente formelle. Il suffit simplement qu'elle résulte d'un accord réel ou présumé entre ses auteurs.

Cessation : Au-delà des apparences, il doit s'agir d'une réelle interruption de la prestation régulière de services de la part des salariés. Elle peut se produire de multiples façons, mais l'effet principal doit être l'arrêt de la prestation de services personnels que fournissent normalement ces salariés.

Groupe : Ce groupe peut être l'ensemble des salariés de l'unité d'accréditation, comme il peut être formé d'une partie seulement de cette unité ou être constitué de différents sous-groupes de plusieurs unités d'accréditation. »

[20] Plusieurs autres auteurs ont traité également de ces trois éléments dont, entre autres, Claude D'Aoust et Louise Dubé, dans leur ouvrage paru en 1983¹¹. Plus particulièrement, en ce qui a trait à la concertation, on peut y lire ce qui suit :

« c) **La concertation**

Le critère de concertation peut généralement se prouver d'une manière objective. Pour qu'un arrêt de travail soit reconnu comme concerté, il suffira que le geste ait été posé collectivement, soit spontanément ou à la demande du syndicat, et que tous les intéressés aient su qu'il s'agissait d'une action collective.

En d'autres termes, le seul fait qu'un certain nombre d'employés cessent ou refusent simultanément de travailler crée une présomption à l'effet qu'ils agissent de manière concertée.

À l'opposé du concept de la concertation l'on peut se retrouver face à une situation où une somme de motivations personnelles, indépendantes et individuelles n'ont fait que coïncider, donnant l'apparence d'une grève. Dans une telle situation pour faire échec à la présomption, les individus concernés devront démontrer que le fait de cesser simultanément le travail n'était qu'une coïncidence et non le fruit d'un geste concerté. On pourra invoquer dans de tels cas, par exemple, la crainte de représailles, la croyance qu'il y avait danger pour sa santé, sa sécurité ou son intégrité physique ou la croyance qu'on exerçait un droit défini dans la convention collective.

En somme, il n'est pas nécessaire d'établir l'intention de chacune des personnes d'agir en concertation avec d'autres pour qu'on se retrouve en grève.

[21] De plus, c'est dans le *Dictionnaire de droit québécois et canadien*¹² que l'on retrouve une définition de ce que constitue la grève :

¹¹ Claude D'AOUST et Louise DUBÉ, *La notion juridique de grève en droit canadien*, École des relations industrielles, Université de Montréal, 1983.

¹² Hubert REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, 3^e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2004, p. 275.

« Cessation concertée de travail par un groupe de salariés dans le but d'obtenir la satisfaction d'une revendication professionnelle. »

[22] À cet égard, le Tribunal se réfère à l'arrêt *Strasser c. Roberge*¹³ qui traite des deux éléments constitutifs de la grève¹⁴ dans lequel on peut y lire ce qui suit:

« Le Tribunal du travail a eu raison de tenir que, mis à part l'élément intentionnel de l'infraction, l'élément matériel essentiel est prouvé dès qu'est établie l'abstention de l'inculpé de fournir sa prestation de travail en même temps que d'autres travailleurs s'abstiennent de concert de fournir la leur.

[...]

L'infraction reprochée à l'intimé comporte un élément intentionnel résultant de ce que l'infraction est décrite comme une participation par une ou plusieurs personnes à l'inaction concertée d'un groupe. Je décrirais comme suit cet élément intentionnel : si l'élément matériel de l'infraction est l'abstention de fournir sa prestation de travail en même temps que d'autres salariés font la grève, l'élément intentionnel est la volonté de s'abstenir de travailler avec les autres salariés. »

[nos soulignements]

[23] Bref, lorsque ces éléments sont tous réunis, le Tribunal se doit de conclure, comme il le fait en l'instance, qu'il y a eu effectivement une grève¹⁵.

[24] Il est indéniable que selon l'ensemble de la preuve, 300 à 400 membres actifs du Syndicat se sont retrouvés à bord de divers véhicules municipaux et se sont dirigés vers l'Hôtel de Ville de la grande ville de Montréal le 17 septembre 2003.

¹³ [1979] 2 R.C.S. 953.

¹⁴ 1. Un élément matériel (la cessation de travail) et 2. un élément intellectuel (la concertation des salariés).

¹⁵ D'ailleurs, ce fait a été constaté par le Conseil des services essentiels le 17 septembre 2003. Par. 40 de sa décision.

[25] Ils voulaient illégalement faire connaître leur sérieux mécontentement face à l'inertie de la Ville, quant au règlement de leurs conflits qu'ils jugeaient importants se rapportant à leurs conditions de travail.

[26] Tous ces membres en règle du Syndicat ne se sont pas rapportés à leur travail régulier pour lequel ils étaient régulièrement assignés le 17 septembre 2003, préférant tous, de leur propre gré, participer à ladite manifestation. Ils ont tous été réprimandés par leur employeur qui a procédé à des coupures salariales.

[27] Oui, ces employés ont réagi aux coupures décrétées par leur employeur, tout comme leur permettait leur convention collective de travail mais sans succès. Les coupures de salaire ont été maintenues pour les nombreux travailleurs en cause.

[28] 3.1 Les affidavits

Selon le dossier de la Cour, plus d'une quinzaine d'affidavits ont été déposés en preuve par la partie défenderesse. De l'ensemble de cette preuve, soit les affidavits sus-mentionnés, il appert que tous les affiants qui ont signé ces divers affidavits ont fait sensiblement la même déclaration à l'effet qu'ils ont, individuellement, été informés à leur arrivée au travail qu'une manifestation se préparait aux abords de l'Hôtel de Ville de Montréal le 17 septembre 2003. Ils ont alors tous décidé d'y participer et en conséquence, de s'absenter de leur travail régulier illégalement. Ils ont tous confirmé à l'audition qu'il y avait eu absence de mot d'ordre « officiel » du Syndicat.

[29] Selon la vaste majorité des témoignages entendus à l'audience, tous ces membres du Syndicat ont individuellement décidé de participer à cette dite manifestation se disant qu'ils devaient se rendre à l'Hôtel de Ville de Montréal, où se situait, en principe, leur « boss », le maire, afin de faire connaître leur sérieux mécontentement quant à la situation de travail qu'ils vivaient. Ces syndiqués ont témoigné devant cette Cour que la grande ville de Montréal était bien maintenant leur « boss » et comme par le passé, ils étaient convaincus que le maire devait s'impliquer au conflit pour régler cette impasse.

[30] La majorité des employés impliqués dans cette manifestation était antérieurement à l'emploi de petites villes non-réunies dans la grande ville de Montréal, telles que : Ville St-Laurent, Ville de Dorval, Ville de Lachine, etc.

[31] Quant à eux, tous les problèmes similaires qu'ils ont vécus antérieurement se réglèrent suite à une rencontre « face à face » avec les dirigeants de leur employeur, soit le maire de leur municipalité/employeur. Somme toute, ils croyaient que leur façon de faire « pré-fusion », soit la confrontation « face à face », était la procédure à suivre.

[32] La preuve révèle que ces travailleurs étaient à l'emploi de divers arrondissements, entre autres : St-Laurent, Pointe-aux-Trembles, Ville-Marie, La Salle, Dollard-des-Ormeaux/Roxboro, Dorval, Pointe-Claire, Pierrefonds/Senneville, Hochelaga/Maisonneuve/Mercier. La fusion de tous ces arrondissements dans la grande ville de Montréal avait eu comme résultat que cette nouvelle situation avait profondément bouleversé les relations de travail impliquant le Syndicat et les diverses municipalités fusionnées.

Après tout, selon ce Tribunal, il n'était plus question de plusieurs « petits patelins » mais seulement d'une grande ville avec tout ce que ceci peut comporter de complexe au niveau des relations de travail, devenues beaucoup plus compliquées et onéreuses.

[33] Le Tribunal réitère que ces travailleurs étaient tous profondément mécontents de la situation de travail qu'ils vivaient alors.

[34] Le Tribunal ne souscrit pas aux arguments de M. Coll à l'effet qu'il y aurait eu un mot d'ordre « officiel » de la part du Syndicat, compte tenu du témoignage tout à fait crédible de M. Michel Parent, président du Syndicat, sur cette question spécifique.

[35] Le Tribunal ne peut non plus souscrire à l'argument syndical à l'effet qu'il s'agissait d'une situation où seuls les gestes spontanés de la part de certains travailleurs syndiqués, grandement frustrés et insatisfaits, étaient en cause.

[36] En conséquence, le Tribunal conclut à la lumière de la preuve soumise que bien qu'il n'y ait pas eu mot d'ordre « officiel » du Syndicat, il y a eu assurément une implication certaine mais non officielle d'un nombre important des membres dans les événements entourant la planification de la manifestation du 17 septembre 2003.

[37] Oui, les membres syndiqués qui y ont participé ont agi spontanément. Mais à la lumière de la preuve, il est évident qu'ils ont appris officieusement que la manifestation du 17 septembre 2003 se préparait. Le « tam tam » syndical a eu son effet.

[38] 3.2 **Légale ou illégale**

Qu'en est-il maintenant de la légalité ou non de cette grève?

[39] Sur la différence entre une grève légale ou illégale, on peut lire au *Dictionnaire de droit québécois et canadien*¹⁶ les définitions suivantes :

« Grève légale : Grève déclenchée après que les travailleurs se soient conformés aux prescriptions de la loi.

Grève illégale : 1. Grève qui ne respecte pas les prescriptions de la loi. Ex. La grève qui est déclenchée avant l'expiration des délais imposés par le *Code du travail*. 2. Grève déclenchée par un groupe de travailleurs à qui la loi interdit tout arrêt de travail en raison de leurs fonctions. Ex. La grève de policiers, de pompiers. »

[40] Une grève illégale peut constituer une faute entraînant la responsabilité extra-contractuelle, tels que le précisent les auteurs Claude D'Aoust et Louise Verschelden¹⁷ :

« Tant à l'égard de l'employeur ou des tiers, c'est-à-dire à l'égard de quiconque subira un préjudice causé directement par cette grève illégale. »

¹⁶ H. REID, *op., cit.*, note 12, p. 275-276.

¹⁷ Claude D'AOUST et Louise VERSCHELDEN, *Le droit québécois de la responsabilité civile des syndicats en cas de grève illégale*, École des relations industrielles, Université de Montréal, 1980, p. 18.

[nos soulignements]

[41] Le **Conseil des services essentiels** a, le 18 septembre 2003, conclu que la manifestation des cols bleus du 17 septembre 2003 était, selon lui, une action concertée de la part des manifestants et était une grève illégale au sens du *Code du travail* et ce, indépendamment du fait qu'il y ait eu ou non un mot d'ordre du Syndicat¹⁸. **Le Tribunal souscrit à cet énoncé.**

[42] 3.3 La manifestation

En soi, la manifestation du 17 septembre 2003 comportait en vaste majorité, les employés syndiqués relevant des divers arrondissements « pré-fusion », maintenant intégrés à la grande ville de Montréal.

[43] Le Tribunal rappelle que le nombre des syndiqués membres du Syndicat était à peu près de 4 500 avant la fusion. Se sont ajoutés, après la fusion, 2 000 autres membres, tous provenant des arrondissements fusionnés.

[44] La liberté d'expression est un droit fondamental protégé par les Chartes. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la *Charte des droits et libertés de la personne*¹⁹. À son article 3, on peut y lire ce qui suit :

3. Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

¹⁸ Pièce R-7, par. 40.

¹⁹ L.R.Q., c. C-12, (ci-après nommée : « la *Charte* »).

[45] Quant à la *Charte canadienne des droits et libertés*²⁰, ce droit fondamental est protégé à l'article 2 qui édicte ce qui suit :

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

- a) liberté de conscience et de religion;
- b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
- c) liberté de réunion pacifique;
- d) liberté d'association.

[46] Dans la *Charte canadienne*²¹, on retrouve également un énoncé général des plus significatifs en ce qui a trait au maintien des autres droits et libertés, exprimé à l'article 26 qui se lit comme suit:

26. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne constitue pas une négation des autres droits et libertés qui existent au Canada.

²⁰ *Charte canadienne des droits et libertés*, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982, R.-U., c. 11)], (ci-après nommée : « la Charte canadienne »).

²¹ *Id.*

[47] Comme l'écrivent les auteurs Morin, Brière et Roux, le piquetage comme mode d'expression est défini comme suit²² :

« Un arrêt de travail trop passif peut ne pas suffire à produire l'effet recherché. [...] D'une façon générale, on peut dire que le piquetage consiste en la présence de salariés près du lieu de travail ou à quelque autre endroit utile pour manifester ainsi leur différend, pour tenter d'obtenir ou de transmettre de l'information à ce sujet ou pour persuader l'employeur, les autres salariés ou le public de la justesse de leurs demandes et les inciter à les soutenir.

Cette présence, cette manifestation tangible est à la fois un moyen de pression et un moyen d'expression. »

[48] Ce mode d'expression bénéficie de la garantie constitutionnelle au titre de la liberté d'expression.

« Manifestation tenue généralement par des syndiqués aux abords de leur lieu de travail à l'occasion d'un conflit avec l'employeur ou d'une grève, dans le but d'informer le public de leurs revendications, d'inciter d'autres employés à s'abstenir d'entrer dans l'établissement et, le cas échéant, d'entraver les activités de l'entreprise.

²² F. MORIN, *op. cit.*, note 10, p. 1059.

Rem. Le piquetage est légal mais il peut être restreint ou interdit par les tribunaux lorsqu'il a pour effet de bloquer tout accès à l'établissement ou lorsque les piqueteurs tentent d'intimider les personnes qui désirent y pénétrer. »

[49] Le Tribunal est d'avis que le rassemblement des véhicules appartenant aux diverses municipalités équivaut à du piquetage. Le *Dictionnaire de droit québécois et canadien*²³ précise la définition du piquetage.

[50] Commentant ce droit de piquetage, la Cour suprême du Canada a écrit dans son arrêt *S.D.G.M.R., section locale 558 c. Pepsi-Cola Canada Beverages (West) Ltd.* ce qui suit²⁴:

« En droit du travail, le piquetage s'entend généralement de l'effort concerté de gens qui portent des affiches dans un endroit public situé dans des lieux d'affaires ou près de ceux-ci. Le piquetage comporte un élément de présence physique qui, à son tour, inclut une composante expressive. Il vise généralement deux objectifs : premièrement, communiquer des renseignements au sujet d'un conflit de travail afin d'amener d'autres travailleurs, les clients de l'employeur frappé par le conflit ou le public en général à appuyer la cause des piqueteurs; deuxièmement, exercer des pressions sociales et économiques sur l'employeur et, souvent par voie de conséquence, sur ses fournisseurs et ses clients (voir, par exemple, *Great Atlantic & Pacific Co. of Canada*, [1994] OLRB Rep. March 303, par. 32-33, la présidente McCormack). »

²³ H. REID, *op. cit.*, note 12, p. 432.

²⁴ *S.D.G.M.R., section locale 558 c. Pepsi-Cola Canada Beverages (West) Ltd.*, [2002] 1 R.C.S. 156, cité dans Robert P. GAGNON, *Le droit du travail du Québec*, 5^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 468.

[51] À savoir si le piquetage est licite (paisible) ou illicite (agressif), les auteurs Morin, Brière et Roux écrivent ce qui suit :²⁵

« Il nous faut distinguer entre le piquetage dit pacifique et alors licite et le piquetage agressif qui est défendu s'il est établi qu'il porte abusivement atteinte aux droits des autres. Une telle distinction exige que les tribunaux apprécient, dans chaque cas, les faits et gestes des participants et leurs effets à l'égard des autres salariés, de l'employeur et du public. On procède encore une fois à cette mise en balance entre les droits des autres, d'une part, et, d'autre part, les droits de ceux qui font le piquetage. »

[52] En d'autres mots, le droit de piquetage s'arrête là où commence un acte que le Tribunal considère abusif ou illicite.

[53] À cet égard, selon ce Tribunal, la manifestation du 17 septembre 2003 était intimement liée à un arrêt de travail illégal qui a porté abusivement atteinte aux droits des autres, soit le public voyageur en général. En effet, la preuve a révélé que la manifestation a eu pour effet que la circulation aux abords du secteur ci-haut défini a été soit totalement arrêtée ou grandement ralentie, voulant que ceux qui devaient circuler dans les environs ont éprouvé des retards considérables pour se rendre soit à leur travail ou à d'autres rendez-vous d'ordre personnel.

[54] À cet effet, le Tribunal rappelle le témoignage concluant de Madame Goddard qui était enceinte, à son neuvième mois de grossesse et qui devait se rendre ce matin-là à l'Hôpital St-Luc pour un rendez-vous médical important, eu égard à son état de l'époque. Elle devait voir son obstétricien. Elle a été coincée plus de vingt à trente minutes dans la circulation dans le véhicule conduit par son conjoint. Elle a témoigné qu'elle était grandement stressée par la congestion qui la retardait considérablement pour son rendez-vous médical important.

[55] Le Tribunal rappelle aussi le témoignage de Monsieur Boivin, qui lui se rendait à son travail sur la rue McGill, partant de son domicile situé à Repentigny. Selon son témoignage, ce trajet s'effectue habituellement en soixante minutes, alors que le matin du 17 septembre 2003, il a mis plus du double du temps habituellement requis pour se rendre à destination. À cause de cette manifestation, selon lui, il a été obligé de se rendre à son travail en utilisant, comme parcours, les petites rues disponibles en

²⁵ F. MORIN, *op. cit.*, note 10, p. 1062-1063.

« zigzagant ». Monsieur Boivin a témoigné qu'il a été personnellement grandement frustré par la manifestation, car un retard important lui a été imposé par ces événements²⁶.

[56] Cette manifestation constituait une obstruction volontaire et illégale.

[57] 4. La responsabilité extra-contractuelle

Essentiellement, le présent recours collectif en est un en responsabilité civile extra-contractuelle.

[58] Les dispositions pertinentes qui donnent ouverture à un tel recours se retrouvent à l'article 1457 C.c.Q.²⁷ qui édicte ce qui suit :

1457. Toute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui.

Elle est, lorsqu'elle est douée de raison et qu'elle manque à ce devoir, responsable du préjudice qu'elle cause par cette faute à autrui et tenue de réparer ce préjudice, qu'il soit corporel, moral ou matériel.

²⁶ Ces témoignages ont été maintes fois confirmés par les divers autres témoins appelés à témoigner à l'audience.

²⁷ L.Q. 1991, c. 64.

Elle est aussi tenue, en certains cas, de réparer le préjudice causé à autrui par le fait ou la faute d'une autre personne fait des biens qu'elle a sous sa garde.

[59] 4.1 La faute

Comme l'écrit l'Honorable Jean-Louis Baudouin, J.C.A. dans son ouvrage important, lorsque la grève est légale, elle constitue une force majeure et ne peut engager la responsabilité du Syndicat²⁸.

[60] En l'espèce, la preuve démontre clairement que la manifestation du 17 septembre 2003 doit être qualifiée comme illégale. À cet égard, le Tribunal se réfère encore une fois à la décision du Conseil des services essentiels émise le 18 septembre 2003. Considérant la teneur de cette décision, il est évident que le Syndicat ne peut profiter de l'exonération de force majeure.

[61] Afin d'étayer le raisonnement qui permet à ce Tribunal de conclure qu'il y a faute de la part du Syndicat, le Tribunal se réfère, entre autres, à la décision de M. le juge Perreault²⁹ où il fait état de divers principes jurisprudentiels traitant de la responsabilité d'un Syndicat en rapport avec une grève illégale. Monsieur le juge Perreault, s'exprime d'ailleurs en ces termes :

²⁸ J.-L. Baudouin, *op. cit.*, note 6, p.76.

²⁹ *Parent c. L'Association des pompiers de Montréal*, J.E. 81-926. Appels rejetés, J.E. 83-406 (C.A.). Requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée, C.S.C., n° 17671, 7 juin 1983.

« Ce sont les suivants [les principes jurisprudentiels] qui se trouvent consignés dans l'une ou plusieurs des décisions qui seront citées ci-après. **Non seulement un syndicat ne doit pas déclarer la grève, mais il doit faire plus que rester passif ou se contenter de se prononcer contre la grève; il doit agir et prendre des moyens raisonnablement efficaces contre un tel mouvement. Il doit agir, non seulement avant une grève possible, mais aussi après la grève déclarée, de façon à l'arrêter : il est insuffisant de dire aux employés d'aller travailler.**

La coopération du syndicat avec les employés avant la fin de la grève, pour obtenir des concessions de l'employeur, constitue une participation à la grève. Dans un bon nombre de cas, le syndicat doit menacer les employés de discipline syndicale pour se faire obéir. Les directeurs ou officiers du syndicat peuvent approuver la grève par leurs paroles et leur conduite, sans toutefois se dire expressément en faveur de la grève. Il n'est pas nécessaire, pour engager le syndicat, qu'une résolution de grève ait été votée. En général, les officiers doivent donner l'exemple, en retournant eux-mêmes au travail. »

[nos soulignements]

[62] Dans le présent dossier, il n'y a aucun doute que la manifestation du 17 septembre 2003 a été un arrêt de travail survenu au cours d'une convention collective. Cet arrêt de travail a causé des dommages incontestables, bref réels, à la population en général, qui a été prise dans l'embouteillage qui en a résulté, en la retardant sérieusement dans ses activités normales et prévisibles et le Tribunal réitère que les exemples concrets sont ceux, entre autres, décrits à l'audition par M. Boivin et/ou Mme Goddard.

[63] Dans le dossier qui nous occupe, **la faute peut être directement imputable au Syndicat parce que la manifestation a été le fruit des décisions unilatérales prises par les syndiqués eux-mêmes. Il n'y a aucun doute que les syndiqués ont agi selon leur propre vouloir sans qu'il y ait eu un mot d'ordre « officiel » du Syndicat. Néanmoins, le Syndicat doit être tenu responsable, tel que ci-après déterminé, pour les mauvais coups et gestes unilatéraux de ses membres et des dommages qui s'ensuivent.**

[64] Sur ce, le Tribunal reprend les propos de la Cour Suprême dans l'affaire *Patino Mining Corporation (Copper Rand Mines Division) c. Les Métallurgistes unis d'Amérique*

(5914)³⁰ où des mineurs ont fait une grève de sympathie pour appuyer la grève des mineurs d'une autre division:

« Les intimés [...] n'ont point tenu la conduite que la requérante leur impute dans sa requête. Qu'au contraire, leurs paroles, comme leurs faits et gestes, furent positivement motivés par l'obligation qu'avaient les grévistes de retourner au travail et qu'ils firent ce qui était humainement possible pour que ce retour s'effectue dans le plus bref délai et effectivement, ils ont réussi dans cette tâche, moins de quarante-huit heures après le début de la grève illégale. »

Quant à la responsabilité du Syndicat, la Cour suprême a conclu comme suit :

« [...] celui-ci (le syndicat) ne peut être tenu responsable que par les actes de ses officiers reconnus agissant pour lui ou étant dans l'exercice de leurs fonctions. »

[nos soulignements]

Ainsi, dans cette affaire, la Cour a conclu que la responsabilité du Syndicat ne pouvait être engagée et ce, parce qu'il y a eu absence de faute des dirigeants syndicaux.

³⁰ (1967) R.D.T. 166 (C.S.). Telle que citée dans : Claude D'AOUST et Louise VERSCHELDEN, *Le droit québécois de la responsabilité civile des syndicats en cas de grève illégale*, École des relations industrielles, Université de Montréal, 1980, p. 49.

[65] Il est admis que les officiers syndicaux doivent d'abord s'abstenir de participer ou d'encourager une activité qui est illégale. Leur conduite ne doit pas être ambiguë aux yeux des participants.

[66] Il ne suffit pas non plus que les officiers syndicaux s'abstiennent de participer ou d'encourager l'arrêt de travail. Pour se soustraire à toute responsabilité, le Syndicat doit démontrer qu'il n'est pas demeuré passif devant les agissements prohibés de ses membres et que des mesures ont été prises pour inciter ses membres à se conformer à leurs obligations.

[67] À cet égard, le Tribunal souligne que la preuve crédible versée au présent dossier démontre clairement qu'une fois que leur président, M. Parent, a appris qu'une manifestation se produisait aux abords de l'Hôtel de Ville de Montréal, il a tout simplement (nos soulignements) délégué un de ses officiers afin de voir ce qui s'y passait et s'informer à savoir qui étaient les fautifs. Ce geste en soi n'était certainement pas suffisant pour repousser les divers manifestants à leurs lieux de travail respectifs. D'ailleurs, lorsque la manifestation se préparait dans les divers arrondissements impliqués, les dirigeants syndicaux, en apprenant ce fait, n'ont rien fait pour empêcher leurs membres de participer à cet événement mais ont plutôt décidé de les suivre et de les accompagner sans plus.

[68] Somme toute, le Syndicat lui-même ainsi que ses délégués syndicaux, n'ont pas pris de mesures définitives obligeant les membres à se conformer à leurs obligations. Ils ont plutôt fait preuve de passivité.

[69] Sur la question de la responsabilité du Syndicat, le Tribunal tient à reproduire l'extrait d'un écrit du professeur Pierre Verge³¹ :

« Le syndicat sera responsable, manifestement, d'une grève qu'il a lui-même encouragée ou dirigée, le plus souvent par l'entremise de ses responsables. [...] Représentant collectif des salariés, le syndicat accrédité doit en outre répondre, en l'absence de gestes dissuasifs suffisants de sa part, ou de celle des responsables ou préposés à travers

³¹ Pierre VERGE, *Le droit de grève; fondements et limites*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1985, p. 38.

lesquels il agit normalement, d'une grève sauvage de la part de salariés qu'il représente légalement. Il n'a toutefois pas à répondre des autres gestes particuliers de salariés auxquels il n'a pas participé, encore moins ceux de tiers ou d'étrangers par rapport à la grève. »

[nos soulignements]

[70] Dans une autre affaire intéressante³², le juge André Denis de cette Cour reprend les propos de Madame la juge Claire L'Heureux-Dubé, alors de la Cour d'appel du Québec, dans l'affaire *Hydro-Québec*³³ :

« Peu importe en effet que la grève en question soi ou non légale, puisque suivant les principes généraux qui, dans notre droit, régissent la responsabilité civile en matière délictuelle, ceux qui causent des dommages à autrui par leurs actes délictuels ou par les actes délictuels de ceux dont ils ont le contrôle ont l'obligation de réparer le préjudice en résultant. Cette règle s'applique aux syndicats comme à toute autre personne physique ou morale. C'est d'ailleurs le sens de la jurisprudence, plus abondante, il va sans dire, dans le cas de grèves illégales, mais néanmoins concluante même lors de grèves légales, dans les cas où la preuve démontre un acte fautif comme *causa causans* des dommages.

³² *Montréal (Ville de) c. Association des pompiers de Montréal inc.*, [2000] R.R.A. 1031 (C.S.). Appel rejeté sur requête, C.A.M., n° 500-09-010285-005, 26 mars 2001.

³³ *Syndicat des employés de métier d'Hydro-Québec, section locale 1500 c. Eastern Coated Papers Ltd.*, [1986] R.R.A. 374 (C.A.).

[...] ces agissements illégaux n'ont jamais été découragés par les officiers du syndicat, même si l'on n'a pas apporté la preuve de directives officielles en ce sens de la part du syndicat. »

[nos soulignements]

[71] M. le juge Denis résume la jurisprudence sur cette question spécifique comme suit³⁴ :

« 37.1 - Les règles générales du droit régissent la responsabilité extra-contractuelle des syndicats comme des personnes;

37.2 - l'organisme syndical a la même obligation de prudence et de diligence que toute personne afin d'éviter de causer un dommage à autrui par sa conduite;

37.3 - la Cour doit évaluer l'attitude des dirigeants syndicaux à l'occasion des événements mis en preuve;

37.4 - l'aveuglement volontaire non plus que les timides rappels à l'ordre ne sauraient être des moyens de défense. »

³⁴

Précitée, note 31.

Un Syndicat ne saurait être tenu responsable des dommages du seul fait qu'un salarié en grève commette ou non une faute. Le salarié n'est pas le préposé du Syndicat. Ainsi, seule une faute de la part des dirigeants syndicaux ou de ses représentants peut engager la responsabilité du Syndicat.

[72] M. le juge Denis écrit également dans son jugement précité ce qui suit, qui mérite d'être reproduit intégralement ici³⁵ :

« La jurisprudence établit que cette faute peut se retrouver sous forme d'encouragement ou d'invitation à commettre un acte illicite ou d'omission d'intervention là où la directive s'impose.

On ne peut demander l'impossible aux dirigeants syndicaux non plus qu'on puisse encourager l'aveuglement volontaire. »

[nos soulignements]

[73] Dans le dossier sous étude, force est de constater encore une fois que la preuve a démontré qu'il n'y a pas eu de mot d'ordre « officiel » de la part du Syndicat.

[74] Néanmoins, on doit cependant inférer de l'ensemble de la preuve versée au dossier, de l'implication du Syndicat dans les événements du 17 septembre 2003. Après tout, il est tout à fait inconcevable que 300 à 400 salariés à bord de 150 véhicules municipaux divers se réunissent soudainement (nos soulignements) tous aux alentours de l'Hôtel de Ville de la grande ville de Montréal, sans qu'il y ait eu une quelconque communication les informant de cet événement.

[75] Le Tribunal est d'opinion qu'il est absolument invraisemblable que les syndiqués présents se soient fiés seulement « aux communications radiophoniques » leur annonçant qu'une telle manifestation se préparait.

[76] D'ailleurs, à cet égard, pour que la « radio » annonce l'existence d'un tel événement, ils ont dû apprendre qu'une telle manifestation se préparait. Après tout, les syndiqués n'ont sûrement pas appris cette nouvelle des cadres de la grande ville de Montréal chargés des relations de travail!

[77] Il n'y a aucun doute qu'il était bien connu à l'époque que les relations entre la grande ville de Montréal, employeur de tous les cols bleus ayant manifesté et le Syndicat, étaient très tendues. Lors de la manifestation du 17 septembre 2003, plus de 400 salariés³⁶ étaient impliqués dans celle-ci, provenant tous d'arrondissements différents faisant alors partie de la grande ville de Montréal, telle qu'elle était alors constituée³⁷.

[78] Même s'il n'y a pas eu encouragement, mot d'ordre ou autre action positive de la part du Syndicat, l'ensemble de la preuve amène ce Tribunal, ayant évalué l'ensemble de celle-ci selon le critère de la prépondérance de la preuve, à conclure à la responsabilité du Syndicat. Après tout, on sait tous que le mouvement syndical a son propre réseau de communication d'information interne des plus efficaces, soit le « tam tam » syndical. Évidemment, le Tribunal constate que selon l'ensemble de la preuve, ce moyen de communication informel a été des plus efficaces dans les circonstances entourant la manifestation du 17 septembre 2003.

[79] De ce qui précède, le Tribunal conclut que bien qu'il n'y ait pas eu de mot d'ordre officiel, la responsabilité du Syndicat est engagée, par l'omission d'intervention de ses dirigeants lors de ces événements. Utilisant un exemple tiré du Droit de la famille et du Droit civil, le Syndicat doit être tenu responsable des « mauvais coups » de ses propres membres, tout comme les parents doivent être tenus responsables pour les « mauvais coups » de leurs enfants et des dommages qui peuvent s'ensuivre.

[80] 4.2 Le dommage

[81] 4.2.1 Les dommages compensatoires

³⁶ Les salariés ont utilisé environ 150 véhicules de la Ville pour manifester.

³⁷ Pièce R-7, par. 14 et 19.

Ces dommages visent la compensation d'un préjudice et non la punition de l'auteur de la faute. Les dommages compensatoires doivent être appréciés collectivement. En l'espèce, le demandeur invoque des troubles et inconvénients qu'il a personnellement subis suite à la manifestation du 17 septembre 2003, tels que délais et stress etc. Il ressort des témoignages des autres membres du groupe qu'il représente, qu'ils ont également subi individuellement du stress, de la frustration et même de la colère reliés à cet événement.

[82] Selon ce Tribunal, ces dommages ne peuvent être quantifiés avec précision. Ces inconvénients, ces troubles, ce stress varient d'un membre à l'autre et ne peuvent être définis collectivement.

[83] Ce qui est certain toutefois, c'est que le Tribunal, devant la preuve soumise, doit inférer que tous les membres du groupe ont subi un quelconque préjudice.

[84] Dans les circonstances, le Tribunal devra arbitrer une indemnité qui correspond à une moyenne réaliste des dommages subis. À titre d'exemple jurisprudentiel, le Tribunal soumet que le dispositif dans l'affaire *Binette*³⁸ représente un exemple d'un pareil dommage et de son évaluation.

[85] Dans cette affaire, Madame la juge Richer, J.C.S. a analysé soigneusement la preuve qu'elle a reçue comme suit:

« Pour apprécier les dommages collectivement, le Tribunal doit faire la moyenne des troubles et inconvénients subis par l'ensemble du groupe visé, soit ceux et celles qui n'ont pu se rendre à leur destination par autobus ce matin là. La preuve révèle que certains ont subi des dommages et d'autres, beaucoup moins nombreux, n'en ont subi aucun.

³⁸ *Binette c. Syndicat des chauffeuses et chauffeurs de la Corp. métropolitaine de Sherbrooke, section locale 3434 (S.C.F.P.)*, J.E. 2004-952 (C.S.).

Bien que la grève soit illégale, la preuve révèle néanmoins qu'elle s'est déroulée de façon très pondérée. En plus de l'attitude coopérative de nombreux chauffeurs d'autobus, tel que déjà relaté, le Tribunal tient compte du fait que la grève a été de courte durée, soit deux heures, de 7h30 à 9h30. Quant au fait que l'arrêt de travail se soit déroulé à l'heure de pointe, le Tribunal a constaté, lors de son déplacement avec les procureurs à la station-dépôt, vers la fin de l'heure de pointe le matin, que la circulation dans les artères principales est très modérément achalandée; c'est aussi ce que révèle l'ensemble de la preuve. Enfin, le Tribunal tient également compte du fait que la plupart des trajets étaient rétablis dans l'heure qui a suivi la fin de la grève. »

[nos soulignements]

[86] Dans l'affaire précitée, Madame la juge Richer a fixé les dommages-intérêts à 25,00 \$ par membre.

[87] Le Tribunal souligne que dans une affaire similaire, soit le dossier *Viau c. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3333 (Chauffeurs d'autobus de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal)*³⁹, la Cour a évalué le quantum des dommages à 20,00 \$ par membre.

[88] Selon ce Tribunal, vu toutes les circonstances du présent dossier, il est d'avis que la réclamation initiale de 150,00 \$ formulée à la procédure introductive d'instance de M. Coll est exagérée.

³⁹ *Viau c. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3333 (Chauffeurs d'autobus de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal)*, [1991] R.R.A. 740 (C.S.). Désistement d'appel, C.A. Montréal, n° 500-09-001438-910, 28 février 1992.

[89] Après analyse, le Tribunal conclut qu'une somme de 25,00 \$ à titre de dommages doit être octroyée à chacun des membres du groupe visé par ce recours, dont la composition finale sera déterminée un peu plus loin.

[90] 4.2.2 Le recouvrement

Le Tribunal est d'avis que l'option du recouvrement collectif doit être privilégiée, puisqu'il lui semble impossible en l'espèce d'ordonner la liquidation des réclamations individuelles, tel que le prévoit l'article 1034 C.p.c., dont le texte est ici reproduit:

1034. Le Tribunal peut, s'il est d'avis que la liquidation des réclamations individuelles ou la distribution d'un montant à chacun des membres est impraticable ou trop onéreuse, refuser d'y procéder et pourvoir à la distribution du reliquat des montants recouverts collectivement après collocation des frais de justice et des honoraires du procureur du représentant.

[91] Une fois les créances colloquées selon l'article 1035 C.p.c., le Tribunal pourra disposer du reliquat selon les dispositions de l'article 1036 C.p.c. qui se lit comme suit :

1035. Les créances sont colloquées dans l'ordre suivant:

1. les frais de justice, y compris les frais d'avis, et la rémunération visée à l'article 1033.1;

2. les honoraires du procureur du représentant; et

3. les réclamations des membres, le cas échéant.

1036. Le Tribunal dispose du reliquat de la façon qu'il détermine et en tenant compte notamment de l'intérêt des membres, après avoir donné aux parties et à toute autre personne qu'il désigne l'occasion de se faire entendre.

[92] Sur la disposition du reliquat, le Tribunal doit tenir compte de l'intérêt des membres, comme le Tribunal l'a fait dans l'affaire *Clavel c. Productions musicales Donald K. Donald inc.*⁴⁰.

[93] Dans cette affaire, le Tribunal souligne que les membres du groupe étaient majoritairement des jeunes. Il a été décidé par le Tribunal que l'indemnité ordonnée devait être partagée entre des organismes se consacrant plus particulièrement à la jeunesse, dans les domaines de la santé physique et mentale, le domaine artistique et les activités communautaires et ce, suite aux multiples suggestions faites par les procureurs impliqués à ce litige.

[94] En l'espèce, aucune distribution n'a été suggérée de part et d'autres.

[95] Le Tribunal souligne que la composition du groupe est tellement variée qu'il s'avère impossible pour lui de trouver un dénominateur commun qui lui permettrait d'ordonner le paiement de la totalité des dommages à un ou des organismes qui les représenteraient tous.

[96] Sur ce, le Tribunal souligne qu'il s'agit ici d'un événement qui a eu lieu essentiellement dans le Vieux Montréal. En ce sens, le Tribunal suggère fortement que les dommages qui seront ici accordés soient versés équitablement à deux

⁴⁰ J.E. 96-582 (C.S.).

organisations caritatives oeuvrant dans le Vieux Montréal, soit : *The Old Brewery Mission* et *L'accueil Bonneau*.

[97] Dans les circonstances, le Tribunal réserve toutefois le droit aux Parties d'être entendues afin qu'elles puissent formuler leurs suggestions respectives, s'il y a lieu⁴¹. À défaut, le Tribunal exercera sa discrétion judiciaire en cette matière.

[98] 4.2.3 Les dommages exemplaires ou punitifs

M. Coll réclame des dommages directs pour avoir été pris dans la manifestation du 17 septembre 2003, mais aussi des dommages punitifs. Même si, selon ce Tribunal, la réclamation de dommages punitifs fondés sur la *Charte* ne peut lui être accordée, le Tribunal se doit quand même d'aborder les divers critères qui doivent le guider en cette matière.

[99] Sur les dommages comprenant des dommages punitifs, l'article 1621 C.c.Q. prévoit ce qui suit :

1621. Lorsque la loi prévoit l'attribution de dommages-intérêts punitifs, ceux-ci ne peuvent excéder, en valeur, ce qui est suffisant pour assurer leur fonction préventive.

Ils s'apprécient en tenant compte de toutes les circonstances appropriées, notamment de la gravité de la faute du débiteur, de sa situation patrimoniale ou de l'étendue de la réparation à laquelle il est déjà tenu envers le créancier, ainsi que, le cas échéant, du fait que la prise en charge du paiement réparateur est, en tout ou en partie, assumée par un tiers.

⁴¹ 1036 C.p.c. Entre autres exemples, le versement du reliquat à divers organismes de charité.

[100]Trois critères sont alors mentionnés qui doivent tous être considérés par ce Tribunal:

- i) outre la gravité de la faute;
- ii) l'étendue de la réparation; et,
- iii) le fait que celle-ci puisse être assumée par un tiers.

[101]De plus, lorsqu'il s'agit de dommages exemplaires fondés sur l'article 49(2) de la *Charte*, il doit y avoir atteinte à un droit protégé en vertu de cette *Charte*. De plus, il doit également y avoir intention.

[102]L'article 49 de la *Charte* se lit :

49. Une atteinte illicite à un droit ou à une liberté reconnue par la présente *Charte* confère à la victime le droit d'obtenir la cessation de cette atteinte et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte.

En cas d'atteinte illicite et intentionnelle, le Tribunal peut en outre condamner son auteur à des dommages-intérêts punitifs.

[103]En octobre 1996, la Cour suprême du Canada a rendu deux jugements unanimes qui servent à clarifier le concept de l'intention requis selon l'article 49(2) de la *Charte*⁴².

[104]L'auteure Claude Dallaire en résume l'essentiel comme suit⁴³:

⁴² *Québec (Curateur public) c. Syndicat national des employés de l'Hôpital St-Ferdinand*, [1996] 3 R.C.S. 211; *Augustus c. Gosset*, [1996] 3 R.C.S. 268.

« Pour s'assurer de la compréhension du fardeau spécifique de l'atteinte illicite et intentionnelle prévue à l'article 49(2) de la *Charte*, la Cour suprême a divisé les éléments de preuve en deux.

Le premier élément du fardeau de preuve requis consiste à prouver une atteinte à un droit à la *Charte*. S'il n'est pas possible d'invoquer un ou plusieurs droits protégés par la *Charte*, il est inutile d'aller plus loin dans l'analyse.

L'atteinte à un droit de la *Charte* doit aussi être illicite, c'est-à-dire qu'elle doit découler d'un comportement fautif. La Cour précise qu'*un comportement sera qualifié de fautif si, ce faisant, son auteur transgresse une norme de conduite jugée raisonnable dans les circonstances selon le droit commun, ou, comme c'est le cas pour certains droits protégés, une norme dictée par la Charte elle-même [...].* »

[nos soulignements]

⁴³ Claude DALLAIRE, *La mise en œuvre des dommages exemplaires sous le régime des chartes*, 2^e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2003, p. 81.

(...)

« La Cour s'est par la suite attardée sur le deuxième élément du fardeau de preuve, soit le caractère intentionnel de l'atteinte illicite. Elle a alors fait la distinction entre la faute intentionnelle et l'atteinte intentionnelle en précisant que *c'est donc le résultat de ce comportement qui doit être intentionnel*. »

[nos soulignements]

[105] Il convient de reproduire le passage de l'arrêt de la Cour suprême du Canada qui traite spécifiquement de cette question⁴⁴ :

« Pour conclure à l'existence d'une atteinte illicite, il doit être démontré qu'un droit protégé par la *Charte* a été violé et que cette violation résulte d'un comportement fautif. Un comportement sera qualifié de fautif si, ce faisant, son auteur transgresse une norme de conduite jugée raisonnable dans les circonstances selon le droit commun ou, comme c'est le cas pour certains droits protégés, une norme dictée par la *Charte* elle-même.

L'existence d'une atteinte illicite établie, la victime peut, selon les termes du premier alinéa de l'article 49 de la *Charte*, « obtenir ... la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte ». Que ce soit en vertu du droit civil ou de la *Charte*, le préjudice et le lien de causalité, notions distinctes de la faute et de l'atteinte illicite, concernent les conséquences réelles de la conduite de l'acteur fautif ou de l'auteur de l'atteinte illicite, conséquences dont l'évaluation est destinée à circonscrire l'étendue du droit à la réparation de la victime.

Contrairement aux dommages compensatoires, l'octroi de dommages exemplaires prévu au deuxième alinéa de l'article 49 de la *Charte* ne dépend pas de la mesure de préjudice résultant

⁴⁴ *Québec (Curateur public) c. Syndicat national des employés de l'Hôpital St-Ferdinand*, [1996] 3 R.C.S. 211, 231.

de l'atteinte illicite, mais du caractère intentionnel de cette atteinte.

Or, une atteinte illicite étant, comme je l'ai déjà mentionné, le résultat d'un comportement fautif qui viole un droit protégé par la Charte, c'est donc le résultat de ce comportement qui doit être intentionnel. En d'autres termes, pour qu'une atteinte illicite soit qualifiée d'intentionnelle, l'auteur de cette atteinte doit avoir voulu les conséquences que son comportement fautif produira.

Dans cette perspective, afin d'interpréter l'expression « atteinte illicite et intentionnelle », il importe de ne pas confondre le fait de vouloir commettre un acte fautif et celui de vouloir les conséquences de cet acte. À cet égard, le deuxième alinéa de l'article 49 de la *Charte* ne pourrait être plus clair : c'est l'atteinte illicite – et non la faute – qui doit être intentionnelle. »

[nos soulignements]

[106] En l'espèce, ayant évalué l'ensemble de la preuve selon encore une fois le critère de la prépondérance de la preuve, le Tribunal est convaincu que M. Coll ne s'est pas acquitté de son fardeau de preuve et plus précisément, n'a pas démontré, d'une part, une atteinte à un droit protégé par la *Charte* et, d'autre part, le caractère intentionnel de cette atteinte.

[107] D'ailleurs, les diverses situations décrites par les témoignages des différents membres du groupe n'ont certainement pas démontrés une atteinte illicite à un quelconque droit qui leur était reconnu et protégé par les *Chartes*.

[108] Le Tribunal retient de l'ensemble de la preuve que la manifestation des syndiqués du 17 septembre 2003 s'est faite dans l'ordre, sans un quelconque excès et qu'elle permettait à la circulation de se poursuivre dans le quadrilatère ci-haut mentionné, même si celle-ci était nettement grandement au ralenti.

[109] De plus, les divers points d'accès tant à l'entrée qu'à la sortie du quadrilatère n'ont pas été bloqués par les manifestants eux-mêmes mais plutôt par les services de police qui ont été appelés sur les lieux et qui ont décidé, pour des motifs de sécurité, de bloquer les diverses entrées/sorties.

[110] 4.3 Le lien de causalité

Abordant maintenant le lien de causalité, selon ce Tribunal, il n'y a aucun doute que la manifestation du 17 septembre 2003 était, tout comme mentionné précédemment par le CSE, une grève illégale qui a sans aucun doute causé des inconvénients, du stress à de nombreuses personnes, membres du groupe.

[111]5. Le préjudice commun

Le Tribunal rappelle qu'en matière de recours collectif, le demandeur qui agit pour et au nom du groupe et de ses membres, n'a pas à faire la preuve du préjudice subi par chaque membre du groupe.

[112]À cet égard, Me Pierre Deschamps écrit⁴⁵ ce qui suit:

« En matière de recours collectif, compte tenu du nombre parfois substantiel de personnes faisant partie du groupe de personnes visées par un recours collectif, de même que de l'impossibilité d'identifier très souvent nommément tous et chacun des membres du groupe, il ne saurait être question d'exiger que tous et chacun des membres du groupe témoignent pour établir le bien fondé de leur droit d'action. Dans les instances en responsabilité civile, la preuve, pour une bonne part, reposera très souvent sur les témoignages d'un certain nombre de réclamants⁴⁶, membres du groupe, et de témoins experts. C'est à partir principalement de ces témoignages que le Tribunal pourra se faire une opinion sur l'opportunité d'extensionner les faits mis en preuve aux autres membres du groupe et d'en tirer les conséquences appropriées sur la base de présomptions graves, précises et concordantes⁴⁷. »

⁴⁵ Pierre DESCHAMPS, « La preuve en matière de recours collectif », dans Service de la formation permanente, Barreau du Québec, *Développements récents sur les recours collectifs*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1999.

⁴⁶ Voir à cet égard : *Joyal c. Élite Tours Inc.*, [1993] R.J.Q. 1143 (C.S.).

⁴⁷ Voir à cet égard : *Viau c. Syndicat canadien de la Fonction publique*, [1991] R.R.A. 740 (C.S.).

[113] Sur ce, le Tribunal doit s'inspirer de ce qui suit afin d'élaborer son appréciation de l'ensemble de la preuve⁴⁸ :

« S'appuyant sur des éléments qui font appel au sens commun et à la raison, de même que, le cas échéant, sur le témoignage du demandeur, d'un certain nombre de membres du groupe et parfois d'experts, les tribunaux pourront inférer que le préjudice subi par les membres du groupe fut, en toute probabilité, éprouvé par les autres membres du groupe. Cette inférence doit s'appuyer sur les faits propres de l'espèce, les règles du recours collectif ne créant aucune présomption de droit en cette matière.

[...] Il suffit que la preuve, dans son ensemble, permette au Tribunal de conclure, selon la balance des probabilités, et non au-delà de tout doute raisonnable, que le demandeur, de même que tous les membres du groupe, ont subi un préjudice d'une nature particulière propre à l'ensemble des membres du groupe. »

[114] En matière de preuve, rappelons que la Cour d'appel s'est prononcée sur cette question dans l'affaire *Syndicat national des employés de l'Hôpital St-Ferdinand c. Québec (Curateur public)*. Il y est alors précisé que « *la preuve par présomption de faits est un moyen de preuve aussi valable que les autres* »⁴⁹.

[115] C'est la preuve d'un préjudice commun et non d'un préjudice individuel qui devient essentiel.

[116] 6. Le groupe

⁴⁸ P. Deschamps, *op. cit.*, note 44.

⁴⁹ [1994] R.J.Q. 2761 (C.A.). Pourvoi à la Cour suprême rejeté, C.S.C. n° 24511, 3 octobre 1996.

Quant à savoir combien d'usagers du quadrilatère défini plus haut ont été touchés par les événements du 17 septembre 2003, le Tribunal souligne que tant le demandeur que le défendeur ont soumis des rapports d'expertise et ont fait entendre leurs experts respectifs.

[117]À cet égard, le demandeur a retenu les services de la firme *Daniel Arbour & Associés*, représenté par monsieur Daniel Lamarche, directeur de projet, alors que le défendeur a retenu les services du professeur Murtaza Haider, Ph.D. Monsieur Lamarche ainsi que le Dr. Haider ont tous été entendus séance tenante.

[118]Le mandat confié aux experts consistait à déterminer le nombre d'usagers qui ont emprunté le quadrilatère défini ci-haut et qui ont été touchés par les événements du 17 septembre 2003.

[119]Le Tribunal retient le processus d'évaluation retenu par l'expert du demandeur, soit le comptage véhiculaire qui fut utilisé par la firme *Daniel Arbour & Associés*⁵⁰.

[120]C'est ainsi que la méthode de cette dernière, soit le décompte véhiculaire, a pu déterminer que 28 348 véhicules sont entrés dans le périmètre concerné via les divers points d'accès et que 1.25 personnes se trouvaient dans chacun des véhicules concernés⁵¹. Ainsi, selon les experts de la firme *Daniel Arbour & Associés* et les documents annexés à leur rapport, le nombre total de personnes affectées par la manifestation du 17 septembre 2003 serait de l'ordre de 35 435.

[121]Ce calcul est scientifiquement admissible⁵² selon les données jugées entièrement crédibles qui ont toutes été fournies par la firme *Daniel Arbour & Associés* à l'audition et contenues à son rapport d'expertise.

[122]Quant à l'expertise déposée au dossier de la Cour par le professeur Murtaza Haider, Ph.D.⁵³ pour la partie défenderesse, le Tribunal est d'avis que le spectre utilisé

⁵⁰ Pièce P-32.

⁵¹ Pièce P-33.

⁵² Référence au Manuel HCM 2000.

par cet expert est beaucoup trop restrictif, en ce qu'il limite le décompte des véhicules entrant au quadrilatère délimité par le professeur Haider lui-même. Ce quadrilatère est incorrect selon ce Tribunal, car l'ensemble de la preuve a démontré qu'il y a eu des répercussions sur la circulation qui se sont fait sentir bien au-delà du quadrilatère défini par l'expert Haider.

[123]C'est ainsi que le Tribunal est d'opinion que le groupe composé de 35 435 personnes ont toutes été incommodées par la manifestation du 17 septembre 2003.

[124]Bien que la partie demanderesse prétende que les résidants du Vieux Montréal devraient être inclus dans le groupe, nombre qu'elle précise comme étant 3 610, le Tribunal ne fait pas sien ces prétentions car selon lui, faire droit à une telle inclusion ferait en sorte de donner au groupe une trop grande proportion⁵⁴.

[125]7. L'intérêt et l'indemnité additionnelle

Quant à l'intérêt et l'indemnité additionnelle, les dispositions pertinentes à cette partie du jugement se retrouvent aux articles 1618 et 1619 C.c.Q.:

1618. Les dommages-intérêts autres que ceux résultant du retard dans l'exécution d'une obligation de payer une somme d'argent portent intérêt au taux convenu entre les parties ou, à défaut, au taux légal, depuis la mise en demeure ou depuis toute autre date postérieure que le Tribunal estime appropriée, eu égard à la nature du préjudice et aux circonstances.

1619. Il peut être ajouté aux dommages-intérêts accordés à quelque titre que ce soit, une indemnité fixée en appliquant à leur montant, à compter de l'une ou l'autre des dates servant à calculer les

⁵³ Pièce D-4.

⁵⁴ Pièce P-38, déposée en preuve par monsieur Gilles Morel de la Ville de Montréal.

intérêts qu'ils portent, un pourcentage égal à l'excédent du taux d'intérêt fixé pour les créances de l'État en application de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu sur le taux d'intérêt convenu entre les parties ou, à défaut, sur le taux légal.

[nos soulignements]

[126] Comme on peut le constater à l'article 1618 C.c.Q., le législateur québécois édicte que les intérêts peuvent se calculer « *depuis la demeure ou depuis toute autre date postérieure que le Tribunal estime appropriée* ». À cet égard, le Tribunal jouit d'une grande discrétion judiciaire.

[127] L'étude de la jurisprudence sur cette question révèle plusieurs tendances jurisprudentielles lorsqu'un Tribunal est appelé à accorder l'intérêt et l'indemnité additionnelle sur des dommages exemplaires.

[128] Puisque le Tribunal est d'avis, tel que ci-haut mentionné, qu'aucun dommage exemplaire ne peut être accordé en l'espèce, nul besoin est de discuter davantage de la question des diverses tendances jurisprudentielles se rapportant à cette question précise.

[129] Dans les circonstances, cette question est plutôt laissée à l'entière discrétion du Tribunal. Ayant considéré le tout, le Tribunal exerçant sa seule discrétion, est d'avis que la date de la signification de la requête introductive de l'instance, soit le 19 septembre 2003, doit être celle utilisée pour le calcul des intérêts ici accordés.

[130] 8. Le sommaire

Le Tribunal répond comme suit aux cinq (5) questions identifiées par le jugement autorisant le recours collectif :

1. Le débrayage déclenché par les membres de l'intimé le 17 septembre 2003 est-il illégal?

Réponse : Oui

2. La manifestation dans le cadre du débrayage illégal constitue-t-elle une obstruction volontaire et illégale?

Réponse : Oui

3. L'intimé a-t-il commis une faute civile en incitant, encourageant et soutenant le débrayage de ses membres qu'il savait être illégal?

Réponse : Oui

4. Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils subi des dommages en raison du débrayage illégal?

Réponse : Oui

5. L'intimé est-il tenu à des dommages exemplaires pour avoir intentionnellement porté atteinte à la liberté et à la dignité des membres du groupe?

Réponse : Non

[131]IV. POUR TOUTES LES RAISONS CI-HAUT EXPOSÉES, LE TRIBUNAL:

[132]ACCUEILLE en partie l'action en recours collectif de Boris Coll, représentant des membres du groupe défini ci-après;

[133]DÉCLARE que le groupe bénéficiant du présent jugement se définit comme suit:

« Les 35 435 usagers ayant subi des inconvénients en raison de l'obstruction volontaire et illégale du quadrilatère formé par la rue de la Commune, le boulevard Saint-Laurent, la rue Berri et l'avenue Viger à Montréal, par les membres du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal le 17 septembre 2003. »

[134]DÉCLARE que la responsabilité du Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal (SCFP 301) est engagée à l'égard des membres du groupe ci-haut défini;

[135]CONDAMNE le Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal (SCFP 301) à payer à chaque membre du groupe la somme de 25,00 \$ à titre d'indemnité afin de les compenser pour leurs troubles et inconvénients subis suite à la manifestation illégale du 17 septembre 2003, totalisant une somme de 885 875,00 \$;

[136]CONDAMNE le Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal (SCFP 301) à payer l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q. à compter de la date de signification de la procédure intentée par M. Boris Coll le 19 septembre 2003;

[137]ORDONNE le recouvrement collectif de cette somme après collocation des frais de justice et des honoraires du procureur du représentant, conformément aux dispositions de l'article 1035 C.p.c.;

[138]REJETTE la demande de dommages exemplaires ou punitifs;

[139]ORDONNE au Syndicat des Cols Bleus Regroupés de Montréal (SCFP 301) de verser la totalité de la somme due, dans un certificat de dépôt à terme au bénéfice du groupe, dont l'intérêt devra bénéficier aux membres s'il y a lieu, dans les 60 jours suivants le présent jugement;

[140]RÉSERVE le droit aux Parties de faire les représentations auprès de la soussignée à une date à être convenue ultérieurement, soit dans les 60 jours suivants le présent jugement, quant aux organismes à qui devrait être versée la somme accordée ainsi que les intérêts;

[141]À défaut de telles représentations, le Tribunal ORDONNE à la défenderesse de payer ladite somme en proportions égales aux deux entités communes ci-après nommées, ces organismes oeuvrant toutes deux dans le Vieux Montréal pour le bénéfice de la collectivité, soit les organisations caritatives suivantes:

THE OLD BREWERY MISSION

ET

L'ACCUEIL BONNEAU.

[142]LE TOUT AVEC DÉPENS, Y COMPRIS LES FRAIS D'EXPERTS ET D'AVIS.

PIERRETTE SÉVIGNY, J.C.S.

Me Bruce W. Johnston
Me Philippe Trudel
Me Danielle Parizeau
TRUDEL & JOHNSTON
PROCUREURS DE LA PARTIE DEMANDERESSE

85, De La Commune est, 3^e étage

Montréal (Québec) H2Y 1J1

Me Michel Derouet
Me Isabelle Boivin
TRUDEL NADEAU
PROCUREURS DE LA PARTIE DÉFENDERESSE

300, Léo-Pariseau, bureau 2500

Montréal (Québec)

H2X 4B7

Date d'audience :